

Front Ouvrier

ORGANE D'INFORMATION ET DE DISCUSSION SYNDICALES

Administration : Madeleine KANN
98, rue Sadi-Carnot, VANNES (Seine)
C.C. Postal : Paris 1228-16

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS
SERA L'ŒUVRE
DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES

Abonnement (12 numéros)... 60 fr.
Abonnement de soutien.... 150 fr.
Le Numéro 6 fr.

Pour maintenir

L'UNITE SYNDICALE CONGRES EXTRAORDINAIRE et DEMOCRATIQUE de la C. G. T.

Les dirigeants de la tendance « Force ouvrière » viennent de prendre l'initiative de scissionner de la C.G.T. Les dirigeants majoritaires répondent : **PARTEZ.** Tourne-main, secrétaire général de la Fédération des cheminots, vient de déclarer : « Quelques milliers d'adhérents en moins, qu'est-ce que cela peut faire ? »

Dans ce journal, nous sommes contre toute scission. Le Front Ouvrier est partisan d'un syndicalisme de masse regroupant les travailleurs de toutes opinions politiques, dans le cadre d'une C.G.T. démocratique.

La scission est un coup très dur porté contre tout le mouvement ouvrier. Face au patronat uni, les travailleurs vont perdre de vue que l'ennemi principal c'est l'exploiteur. L'ennemi va être le syndiqué de l'autre tendance. La scission syndicale c'est le syndicalisme ne regroupant que des faibles troupes, la masse des travailleurs désorientés ne reprenant plus leurs cartes.

C'est la politique des dirigeants des deux courants, pratiquée depuis trois ans qui a rendu la scission possible. Liés l'un et l'autre à la politique du « Produire d'abord » des deux partis ouvriers, l'unité à leurs yeux n'était possible qu'autant que Blum et Thorez étaient en accord parfait.

A dater du moment où Blum-Thorez s'opposent, la scission est placée à l'ordre du jour.

Blum voulant appuyer sa politique de 3^e force socialo-M.R.P. sur des éléments syndicalistes a exigé la scission. Ce sont les éléments des groupes socialistes d'entreprises qui ont été le plus farouches partisans de la scission à la Conférence de « Force ouvrière ».

Thorez-Frachon, lançant un large mouvement, ont refusé de prendre la responsabilité de la grève générale qui eut mis en danger le sort du régime. Ils ne voulaient que faire pression sur le gouvernement français. L'échec de la grève générale a affaibli le mouvement syndical. Cet échec a été causé aussi bien par la politique de briseur de grève menée par Jouhaux et la direction du parti socialiste que par la volonté de ne pas impulser un large mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière qui a été celle de Frachon-Thorez.

C'est dans cette situation que la scission a pu se développer. Elle a trouvé un terrain de développement à la suite des violations constantes de la démocratie syndicale et dans la politique systématique d'étouffement de la liberté d'expression pratiquée par les dirigeants majoritaires qui a soudé bien des militants honnêtes de la base de « Force ouvrière » aux scissionnistes du sommet. La base ne veut pas de la scission. Elle reste fermement attachée à l'unité syndicale. Pour la préserver, il faut lutter :

POUR LE CONGRES EXTRAORDINAIRE ET DEMOCRATIQUE DE LA C.G.T.

Pour que la démocratie soit respectée, ce Congrès devra être préparé par un Comité d'organisation où siègeront à parité toutes les tendances, avec la possibilité pour toutes les tendances de pouvoir trouver les mêmes possibilités d'expression.

Si les deux courants refusent ce Congrès, les syndiqués de toutes tendances combattront pour, en tout état de cause maintenir l'unité syndicale dans le cadre de l'entreprise. Face au même patron : un seul Syndicat ! Pas de division face à l'ennemi de classe. Maintenir uni le front de classe, c'est imposer « aux chefs » l'unité dans le cadre d'une C.G.T. démocratisée et de luttes de classes.

FRONT OUVRIER

Front Ouvrier est une arme dans la lutte
Front Ouvrier doit paraître
Front Ouvrier paraîtra

Voir page 4

Pourquoi la grève générale a échoué

Jamais, depuis juin 1936, la France n'a connu une succession aussi rapide et grandiose de luttes sociales. Chaque militant conscient des responsabilités qu'il a devant la classe ouvrière doit réfléchir sérieusement sur la signification des événements auxquels il a participé pour en tirer tous les enseignements en vue d'aborder les combats de demain dans les meilleures conditions de succès.

Comment la vague de grève de novembre-décembre 1947 a été préparée

L'abaissement massif des conditions de vie des travailleurs, imposé par les nécessités de la remise en marche de l'économie au profit du grand capital, représente l'élément déterminant qui pousse les masses ouvrières à s'engager dans les luttes. Freiner par la politique des dirigeants de la C.G.T. pour qui la forme suprême de la lutte de classes après la libération est la collaboration de classes dans le pays et au gouvernement sous le signe : « Produire d'abord », et de la grève arme des trusts, les ouvriers ont commencé à s'émanciper de la tutelle bureaucratique dans des secteurs de plus en plus larges.

Préparé principalement par les grèves des postiers d'août 1946 et de la presse parisienne de février 1947, le mouvement de grève de novembre-décembre qui a entraîné plusieurs millions de travailleurs a débuté avec la grève Renault d'avril-mai 1947. Tour à tour, après Renault, les minotiers, les ouvriers boulangers, les cheminots, les travailleurs de province, les ouvriers des transports et services publics parisiens se sont engagés dans la grève.

Jusqu'à la grève Renault d'avril-mai 1947 et pendant les premiers jours de celle-ci, les travailleurs qui entrent en lutte trouvent en face d'eux le mur des calomnies staliniennes les plus violentes : agents des trusts, hitléro-trotskyistes, etc. Ce sera là une des raisons essentielles pour lesquelles de nombreux travailleurs se refuseront à s'engager dans la grève de novembre. Ils se souviennent encore de l'attitude de briseurs de grève du ministre du blocage des salaires : Croizat. Mais la colère s'accumule dans les larges masses devant l'échec évident de la politique de produire

d'abord qui n'a réussi qu'à accentuer leur misère. Renault, avant-garde du prolétariat français entre à son tour dans la bataille contre les directives de la majorité confédérale. Pour ne pas se laisser déborder « à gauche », les ministres communistes quittent le gouvernement, prennent la tête de la grève

ser de lancer la grève générale lors de la grève du métro.

Le tournant des dirigeants majoritaires - Ses causes

Brusquement, à la mi-novembre, les dirigeants majoritaires de la C.G.T. vont renverser leurs batteries. C'est directement eux qui vont déclencher les mouvements chez Simca, Renault, Citroën, dans la métallurgie, aux P.T.T., chez les cheminots, etc.

Les causes de cette volteface sont triples. D'une part, les nécessités de la politique du Kremlin pour faire pression sur la Conférence de Londres et sur le gouvernement français ; d'autre part, montrer au gouvernement bourgeois qu'aucune politique ne pourra se faire sans son assentiment. Enfin, « reprendre » en main les ouvriers communistes qui en ont assez de s'opposer aux légitimes aspirations des masses. La nature de ces causes a déterminé tout le cours du mouvement.

La tactique des dirigeants majoritaires dans les grèves

Les efforts gigantesques de plus de 3 millions de travailleurs pendant trois semaines n'ont abouti qu'au désirable acompte de 1.500 fr. mensuels. Penser que la bourgeoisie de ce pays et son gouvernement accorderont le minimum vital garanti par l'échelle mobile sans une lutte anticapitaliste en

(Suite page 2)

par René DUMONT
du Conseil d'Administration
de la Chambre Syndicale
des Employés

Renault pour en garder le contrôle, afin d'empêcher qu'elle ne se généralise à toute la métallurgie. Jacques Duclos déclare à ce moment que seuls les imbéciles peuvent parler de grève générale. Tous les autres mouvements qui vont se développer jusqu'à la vague de novembre-décembre auront la même origine, le démarrage spontané des cheminots, des boulangers, des gars du métro, hésitations des dirigeants majoritaires à en prendre la responsabilité, puis ils en prennent la direction pour en garder le contrôle. Si cette tactique du point de vue du contrôle bureaucratique remporte un succès, elle n'en entraîne pas moins un profond désarroi parmi les larges couches ouvrières qui espèrent à chaque grève voir la C.G.T. donner l'ordre de grève générale. Même les militants ouvriers du P.C.F. qui subissent la pression de la base seront désorientés quand ils verront Hénaff refu-

UN SEUL SYNDICAT

Le Conseil d'Administration de la Chambre Syndicale des Employés Parisiens a discuté le lundi 22 décembre, de la situation créée par la scission de « Force Ouvrière », les camarades Chaefer et Dumont ont défendu la résolution suivante :

Les camarades soussignés, membres du C.A. de la Chambre Syndicale des Employés de la Région Parisienne :

Convaincus que l'unité syndicale reste une nécessité absolue afin de ne pas diviser les forces ouvrières face au patronat et au Gouvernement,

Condamnent l'entreprise politique de scission menée par les dirigeants de « Force Ouvrière », en liaison avec le parti socialiste.

Considèrent que si d'excellents camarades de base tournent aujourd'hui les yeux vers le groupe scissionniste de « Force Ouvrière », cette situation résulte de violations fréquentes aux règles de

la démocratie syndicale, d'étouffement des possibilités d'expression et d'un alignement de l'orientation syndicale sur la ligne politique du parti communiste,

Estiment que la crise générale du mouvement syndical est également causée par les lourdes erreurs commises dans l'orientation vers la collaboration de classe des dirigeants majoritaires et minoritaires de la C.G.T., orientation qui a abouti, à la suite des échecs enregistrés depuis dix-huit mois, à une condition matérielle de plus en plus misérable pour les salariés, et à leur désaffection pour le syndicalisme,

Condamnent également la politique bureaucratique menée antérieurement par les dirigeants majoritaires de la C.G.T. et ceux de la Chambre Syndicale des Employés et proposent la résolution suivante :

(Suite page 4)

La combativité n'est pas diminuée Pourquoi la grève générale a échoué

Comment ils nous préparaient la victoire !

(Suite de la première page)

Malgré l'insuccès de la grève la classe ouvrière n'est pas disposée à se laisser faire. Dans sa grande majorité elle comprend que seul un minimum vital réel et sa garantie peut être une solution aux difficultés toujours plus grandes de l'existence et que le combat qu'elle vient de mener était juste et nécessaire.

Nombreux sont ceux qui réfléchissent sur les causes de l'échec en pensant que de toute façon on sera bien obligé de « remettre ça » et que cette fois il faudra la victoire. En attendant ce prochain règlement de compte, il n'y a pas du tout un accablement ou un sentiment d'écrasement comme après novembre 1938. Il faut noter au contraire que déjà les travailleurs ont riposté aux tentatives plus ou moins hardies du patronat d'essayer de mettre à profit sa demi-victoire : les mineurs du Nord malgré leurs nombreux jours de grève, n'ont pas hésité cependant à prolonger avec énergie leur mouvement jusqu'à ce que la police et les gardes mobiles que le gouvernement avait la prétention de laisser dans les puits pour « surveiller » le travail aient intégralement quitté les lieux. Ils ont obtenu satisfaction, les apprentis garde-chiourme ont déguerpi.

Chez Citroën, malgré l'effet de désorientation causé par une grève mal engagée, combattue avec violence, et qui ne fut suivie, il faut le dire, que par un nombre toujours plus réduit d'ouvriers, l'atelier de peinture a néanmoins débrayé unanimement pour s'opposer à une menace de diminution de 3 fr. de l'heure.

Dans la même usine, le jeudi qui a suivi l'ordre de reprise du travail, les femmes d'un atelier qui portait comme les autres le poids de cette grève manquée, ont demandé un référendum pour un débrayage de 2 heures afin d'obtenir l'annulation du licenciement des délégués et responsables syndicaux.

Aux Compteurs de Montrouge les ouvriers ont refusé de travailler le vendredi et samedi qui ont suivi la reprise pour obtenir la libération de 5 militants arrêtés sur intervention du patron. Ce ne sont là que quelques exemples, il est certain que chacun en connaît d'autres à Paris ou en province, ils montrent bien que l'échec de la grève générale n'a pas fait disparaître toute volonté de combat.

Suivant l'exemple de ces camarades, les travailleurs s'opposent, par tous les moyens sous des formes multiples les mieux appropriées à chaque entreprise aux tentatives des patrons et du gouvernement de nous serrer la vis toujours davantage. Contre les diminutions de temps, contre les diminutions des taux horaires, contre tous les licenciements, contre la tentative déjà amorcée par Daniel Mayer de torpiller définitivement les 40 heures en imposant des heures supplémentaires (dangeruse forme de sur-exploitation et d'asservissement), contre toutes les mesures antisyndicales, ils sauront trouver les formes de lutte efficace. Ainsi maintenant unis dans l'action, le bloc des salariés, ils prépareront le moment où à nouveau les travailleurs du pays tous ensemble, reprendront le combat pour leurs vraies revendications qui assureront la possibilité de vivre.

Sur les luttes en Province :

HERAULT, VALENCE

Les ouvriers de chais de Frontignan ont obtenu la révision mensuelle de leurs salaires. (Commission paritaire présidée par le maire).

Les ouvriers agricoles ont fait passer leurs salaires horaires de 35 à 45 et même 50 fr. dans certaines localités. Ces résultats ont permis une rentrée qui n'a pas été ressentie comme un échec. Aucun signe de découragement. C'est la scission qui jette le plus grand trouble parmi les travailleurs.

Quant à notre camarade Yssartel, elle nous déclare qu'à Valence le découragement a été plus grand. Les ouvriers avaient pris contre la police la gare — 3 tués — et ils voulaient marcher sur la préfecture. Ils en ont été retenus par le député communiste Michels qui ne voulant pas la « guerre civile » les a fait rentrer chez eux. Après des batailles de si grandes envergures, la rentrée a été une déception.

vue de mobiliser les masses pour la destruction du régime, c'est tromper sciemment les travailleurs. Le gouvernement Schuman n'a pas hésité à mobiliser trois classes pour s'opposer à ces revendications. Et c'est pour ne pas avoir voulu engager cette lutte pour le pouvoir ouvrier que les dirigeants majoritaires ont mis en avant, au premier plan, la revendication des 25 pour cent. Les hésitations des travailleurs qui se sont refusés de s'engager dans la grève, employés, métro, etc., qui ont rembrayé avant l'ordre de reprise : Citroën, postiers, cheminots, ne s'expliquent pas autrement.

« Pourquoi ces efforts, cette lutte pour 2.500 fr. à la base, par mois, et 20.000 fr. au sommet, alors que notre grève nous a rapporté 1.850 francs qui ont été mangés et au delà par la hausse du coût de la vie. Cela n'en vaut pas la peine », s'est dit le gars du métro.

Frachon, pour les besoins de la politique de pression du P.C.F. a engagé Simca dans la grève, puis Renault et Citroën. Il espérait que la bourgeoisie française reculerait rapidement. Il n'en a rien été. Le gouvernement capitaliste voulait à tout prix maintenir l'orientation de sa politique extérieure vers l'impérialisme américain. Il a refusé de céder, parfaitement conscient du fait que Frachon ne voulait pas déchaîner la révolution. Frachon a été contraint d'engager une à une de nouvelles forces dans cette épreuve de chantage. Métallurgie, mineurs, ports et docks, mais au moment où il aurait fallu que la direction majoritaire de la C.G.T. lance l'ordre de grève générale pour triompher, elle a reculé car elle ne voulait pas déchaîner une action révolutionnaire des masses en lutte. C'est pourquoi Frachon se vante, dans « l'Humanité » du 7 novembre, de ne pas avoir voulu lancer l'ordre de grève générale.

Et pourtant, la C.G.T. en avait parfaitement la possibilité, elle en avait le devoir ainsi que l'a exigé la délégation des communaux de Suresnes et de Rueil entre autres.

La tactique de Jouhaux et de « Force ouvrière »

Jouhaux, dans « Force ouvrière », revendique sa politique de jaune par la nécessité de défendre le régime (lisez le régime capitaliste). C'est parce que Jouhaux comprenait clairement que la victoire des revendications du minimum garanti qu'il s'est opposé à la vague de grèves en la sabotant ouvertement. C'est aussi parce qu'inféodé à la politique de la bourgeoisie française, il entendait maintenir l'orientation américaine de sa diplomatie qu'il n'a pas voulu participer à la politique de « pression » des dirigeants majoritaires de la C.G.T. Mais ce qu'il faut comprendre, c'est que sa politique de briseur de grève a pu trouver un large écho dans la mesure où les dirigeants majoritaires se refusaient à lancer les mots d'ordre, le programme et les formes de l'action qui eussent pu mobiliser les masses et vaincre les réticences de nombreux travailleurs. Ainsi les instituteurs de la Seine, en majorité socialistes de « Force ouvrière », ont participé au mouvement parce que, grâce en particulier à la tendance de l'école émancipée, ils avaient l'impression de combattre pour leurs propres objectifs indépendants des besoins tactiques du P.C.F.

La grève générale aurait pu vaincre

Les militants de la tendance syndicaliste révolutionnaire du Front Ouvrier se sont engagés dans la grève et y ont développé à chaque étape les mots d'ordre qui auraient pu assurer la victoire.

Le programme de la grève générale

Dès les premiers jours de la grève, le Front Ouvrier lançait un tract où il appelait les ouvriers à s'engager dans la grève générale sur les mots d'ordre : du minimum vital garanti par l'échelle mobile, et le contrôle ouvrier.

Aux ouvriers de la tendance Jouhaux, le Front Ouvrier déclarait qu'il comprenait leurs réserves et leurs hésitations, mais que celles-ci ne devaient en aucun cas les entrainer dans le camp de la bourgeoisie et du gouvernement capitaliste. C'est en luttant pour les mots d'ordre anticapitalistes ci-dessus énumérés que vous pourriez éviter de faire les frais de la politique de Frachon qui ne vise qu'à un compromis sur 2.500 fr. en vue de modifier l'orientation de la politique étrangère de l'impérialisme français, alors qu'il faut changer du tout au tout la structure du régime.

En défendant ce programme, les militants du Front Ouvrier ont su, dans bien des cas, lever les réserves des ouvriers de Force ouvrière qui ont compris qu'en s'engageant dans l'action ils rompaient avec la politique de soutien du gouvernement Schuman mené par Jouhaux et les dirigeants du parti socialiste.

Aux ouvriers communistes, les militants du Front Ouvrier faisaient comprendre que l'objectif des 25 % n'était pas en rapport avec l'ampleur de leur lutte. On ne fait pas une grève générale tous les trois mois, et aucune confiance ne doit être faite au gouvernement Schuman pour garantir notre pouvoir d'achat. La grève générale pour être victorieuse doit renverser le gouvernement et imposer un gouvernement qui appliquera le programme des Comités de grève.

Les 500 ouvriers du Département 37 de chez Renault adoptèrent à l'unanimité ce programme, la Commission des revendications du C.C. de grève de chez Renault l'adopta par 13 voix contre 6, les grévistes de chez Chausson, Morane, Caudron l'adoptèrent également.

Pour diriger la victoire : élection démocratique des Comités de grève, assemblées communes des Comités de grève à tous les échelons

Tous les problèmes que pose la grève générale ne peuvent trouver de solution que dans le cadre d'une mobilisation des masses en lutte. Autodéfense, ravitaillement, propagande, sécurité, etc., exigent que les plus larges couches adhèrent à l'action. Dans le cadre de chaque usine, la solution de ces problèmes exige l'élection démocratique des organes de direction de la grève générale. Assurer la défense contre les provocations de toutes sortes, c'est construire la milice ouvrière où chaque responsable sera élu et révocable à tout moment. Réunion des responsables de dizaine, de centaine, en Comité de milice, voilà la seule et réaliste façon de défendre la grève. Mais la grève n'est pas l'addition mécanique de multiples grèves. Dans chaque usine c'était la grève générale qui se développait. Ce n'était pas la grève Renault plus la grève des mineurs plus la grève des cheminots, mais la grève générale de toutes les corporations. Dans ce sens, pour assurer la victoire, s'imposait impérieusement la nécessité de rassembler à tous les échelons les organismes de direction de la grève générale : assemblées commu-

Des aveux recueillis à la source

Exposant sa politique devant les militants socialistes du 15^e arrondissement, le 5 décembre, Daniel Mayer, le ministre du « travail forcé » disait : « Pour conserver son caractère politique à la grève il fallait que deux grands secteurs, les fonctionnaires et les employés (dirigés par des minoritaires réformistes) n'entrent pas dans l'action ». Pour exécuter ce désir, Capocci stoppait la grève du commerce la veille de son déclenchement après une visite à Mayer où cet « indépendant » acceptait les promesses comme argent comptant.

Mais dans cet exposé à ses partisans, Daniel Mayer continuait ses aveux. De ses conversations « particulières » avec des dirigeants de fédérations de fonctionnaires il ressortait, dit-il, un terrain d'entente sur une base avoisinant les propositions gouvernementales de dépenses (110 milliards) pour le reclassement. Ceci alors que les revendications des fonctionnaires étaient de l'ordre de 220 milliards ! Il est certain que ces dirigeants « d'accord » avec le ministre, avaient besoin de masquer leur trahison. Aussi, Mayer reconnaissait « qu'il comprenait la nécessité d'une grève limitée d'avertissement qui était une soupe de sûreté ».

Ainsi fraternellement liés pour briser la grève, pour s'accorder avec le ministre du gouvernement Schuman, les leaders syndicaux réformistes de « Force Ouvrière » ont été les instruments directs, et cyniquement découverts, de la politique de la majorité du parti socialiste, aile combattante de la bourgeoisie. « Belle démonstration d'indépendance du syndicalisme et de démocratie respect des volontés des travailleurs ! »

R. DUMONT

nes et permanentes des Comités de grève, constitution à tous les échelons par l'élection démocratique de Comités de milice pour la défense, de Comités de ravitaillement qui, en liaison avec les ménagères et petits commerçants, eût assuré le ravitaillement des grévistes et de leur famille.

A tous les échelons, l'appareil bureaucratique de la C.G.T. constituait de tels Comités centraux de grève dont le couronnement fut le Comité national de grève qui se déléguèrent les membres majoritaires du bureau confédéral et les responsables des Fédérations nationales. Notons d'ailleurs que c'est uniquement au sommet que se concentrèrent les différents responsables de la grève. Jamais l'appareil syndical n'a impulsé les contacts intercorporatifs à la base ou sur le plan régional. Le Comité central de grève des métaux dirigeait la grève des métaux, le Comité régional de grève des P.T.T. celle des P.T.T., etc. Mais aucune réunion commune n'eût lieu entre ces Comités de grève. Frachon a bien raison d'écrire que la C.G.T. ne voulait pas la grève générale, cela s'est manifesté dans les petites choses comme dans les grandes choses. Pour réaliser les objectifs que Frachon assignait au mouvement : uniquement faire pression sur le gouvernement, sans en appeler à l'initiative révolutionnaire des masses, il fallait vider de tout contenu les formes organisationnelles de la grève générale, il fallait maintenir le mouvement sous le contrôle bureaucratique de l'appareil syndical, il fallait empêcher tout contact entre les différents Comités de grève. Quand nos camarades démontraient que toutes les tâches nécessitées pour la victoire se concentraient autour de l'assemblée commune, les responsables répondaient invariablement : « Mais vous voulez remplacer le gouvernement, vous voulez faire la révolution. » Mais oui, c'était ce qu'il fallait faire, c'était la solution réaliste et raisonnable. Car pour faire confiance à l'Etat bourgeois, à son Parlement, à son gouvernement pour garantir un pouvoir d'achat décent aux masses laborieuses ? Evidemment pas. Pour la victoire des revendications, il fallait construire face à l'appareil d'Etat bourgeois, le propre appareil de la grève générale : Comités de grève, assemblées locales permanentes et démocratiques des Comités de grève, assemblées régionales et assemblées nationales des Comités de grève par corporation et intercorporatifs. Malgré que dans ces organismes les militants communistes eussent conservé la majorité, étant donné leur emprise sur la classe ouvrière, ils n'ont pas voulu entrer dans cette voie et ce n'est pas un hasard. Car par leur fonction, leur contenu, leurs objectifs, les assemblées représentaient le pouvoir ouvrier.

Une nouvelle direction syndicaliste lutte de classes

Ainsi cette vague de grève riche de promesses pour le mouvement ouvrier n'a pu trouver son issue vers la grève générale. Deux tendances majoritaires se sont opposées violemment, mais ni l'une ni l'autre ne voulait engager le combat. Jouhaux l'a trahi à son point de départ. Frachon s'est refusé à l'engager avec la volonté de le poursuivre jusqu'à ces dernières conséquences anticapitalistes. Ils porteront, l'un et l'autre, de façon différente, la responsabilité de l'échec qui va peser lourdement sur la classe ouvrière. Le gouvernement réactionnaire va essayer de profiter de ces échecs pour abaisser encore le niveau de vie ouvrier, pour prendre des mesures contre les libertés syndicales. Cette situation peut renforcer l'influence de la démagogie du R.P.F. à l'égard des classes moyennes. Les conditions pour engager le combat seront plus difficiles. Mais la classe ouvrière n'est pas vaincue par ces combats gigantesques, elle a fait trembler le pouvoir bourgeois. Elle a reculé parce qu'elle n'avait pas de direction capable de la diriger. Demain, pour en finir avec la misère et le régime capitaliste, elle rentrera en action. Il faut pour qu'elle triomphe, pour qu'elle arrache le minimum vital garanti par l'échelle mobile, pour qu'elle écrase toutes les forces de réaction et du gouvernement, une direction syndicaliste révolutionnaire groupant des camarades ouvriers de toutes tendances.

C'est à cette tâche que vous appelez le Front Ouvrier. Dès maintenant, élisez à tous les postes, aux C.E. des militants se réclamant de ce programme. Combattez pour qu'un Congrès extraordinaire de la C.G.T. protège l'unité syndicale en préparant le programme et les objectifs de la victorieuse grève générale.

René DUMONT

Le rédacteur, à la « V.O. », militant majoritaire frachonniste, secrétaire adjoint de la Fédération des employés, P. Delon, contre les camarades du « Front Ouvrier », disait, en mars 1946, au Congrès de cette Fédération :

« Vous comprenez bien qu'aujourd'hui la grève c'est l'arme essentielle de la réaction qui repré- sente les trusts. Eh ! bien, nous ne voulons compromettre ni la « démocratie » ni la renaissance « française. Vous savez bien qu'un « pays désorganisé peut être prêt « à accueillir un dictateur. Le de- voir pour les travailleurs est donc « de lier leurs revendications in- « médiates à la renaissance fran- « caise... » (Compte rendu analyti- que du Congrès, 1946.)

Son compère Capocci surenchéris- sait, en conclusion, en disant :

« Je tiens tout de suite à vous « dire que je suis en complet ac- « cord avec la majorité de la Com- « mission au nom de la quelle le- « « lion vous a présenté une résolu- « tion... »

Ainsi, pour préparer les travail- leurs aux luttes futures, les deux leaders les liaient bêtement aux intérêts de la bourgeoisie. Qu'im- portaient les intérêts des travail- leurs à Capocci qui, pour sa cam- pagne électorale syndicale, signait, en 1945, avec Gazier, Buisson, Pi- neau (le ministre actuel !), une ré- solution où il est dit :

« L'échelle mobile des salaires est le seul moyen réel de bloquer les prix en empêchant les capitalistes de s'octroyer l'échelle mobile des bénéfices sur le dos des travail- leurs. »

Capocci pouvait signer cela, en 1945, décidé qu'il était à n'en plus parler.

Echelle hiérarchique

Les défenseurs de l'échelle hié- rarchique actuelle ne peuvent avec ce mot d'ordre, mobiliser les tra- vailleurs et satisfaire les aspira- tions des salariés à une équité dans leur rétribution. Qui accep- tera qu'une augmentation de 2.000 francs pour le « lampiste » de ba- se corresponde à celle de 20.000 fr. pour le sommet de cette sacro- sainte hiérarchie ? Cette position démagogique qui dans l'esprit des majoritaires frachonnistes, doit leur gagner « les cadres », a eu pour résultat de diviser les tra- vailleurs sans atteindre l'objectif escompté. Cela était inévitable et « Front Ouvrier » a toujours dé- noncé cette orientation qui s'alli- gnait sur le catégorisme des moins évolués et sur les conceptions pa- tronales.

En effet l'élargissement de 1 à 9 et 10 de la hiérarchie reposait sur le maintien d'un salaire de base hypocritement inférieur aux besoins des ouvriers. Cet élargis- sement permettait au patronat de garder des cadres tout en se rat- tapant sur l'ensemble des autres salariés. D'ailleurs en disposant d'un large échelonnement il pou- vait aussi ne dispenser les meil- leurs places qu'à de rares élé- ments laissant au bas de l'échelle une grande masse de cadres, sub- alternes ou moyens. Ce patronat faisait d'une pierre deux coups. Il s'attachait des « dévouements » et divisait d'une façon évidente toutes les catégories. « Front Ou- vrier » a toujours défendu une révision équitable de l'échelle hié- rarchique avec sa limitation à un niveau raisonnable ; de 1 à 4 par exemple. Appliquée ainsi avec un véritable salaire vital de base (16.750 actuellement), elle rappro- cherait cadres et ouvriers et con- duirait bien plus efficacement au resserrement de l'unité que des manœuvres d'accrochage démago- giques.

DANIEL

Sur les luttes en Province :

DANS L'HERAULT

Nos camarades Vatière et Yssartel nous ont donné quelques renseignements intéressants sur la grève générale dans leur région. Les voici brièvement rapportés :

Le mouvement a été suivi à l'ex- ception de quelques catégories de fonctionnaires. 42.000 grévistes dans l'Hérault avec des manifesta- tions monstres. Aucun incident violent entre ouvriers. Les institu- teurs par leur volonté unanime de lutte ont acquis une grande popu- larité parmi les travailleurs.

Les dockers de Sète ont fait grève jusqu'au 15 décembre pendant 35 jours. Après avoir obtenu sa- tisfaction ils ont pour suivi la grève par solidarité, et quand la re- prise fut décidée, les patrons re- prenant leur parole, les dockers ont continué. Leur ténacité leur a valu 140 fr. d'augmentation par jour.

DANS LES FEDERATIONS

La métallurgie dans le combat

Pendant 3 semaines, les métallos ont mené aux côtés des travailleurs des autres corporations, leur plus grand combat revendicatif depuis juin 1936.

On peut dire que la métallurgie fut l'une des corporations les plus unanimement engagées jusqu'à la fin dans la grève. La magnifique combativité des métallos est un soufflet pour les dirigeants syndicaux qui, de mai à novembre, dissimulaient leur propre peur des responsabilités en expliquant qu'une lutte sérieuse n'était pas possible parce que les travailleurs ne pouvaient pas avec les payes actuelles, supporter de longs combats.

Pourtant il faut dire que si ce fut moins sensible qu'ailleurs, dans les usines aussi les militants rencontrèrent des difficultés grandissantes. Les piquets de grève devenaient chaque jour plus difficiles à organiser et la lassitude se faisait sentir parmi des membres du personnel, les militants voyaient augmenter leur isolement. C'est l'extraordinaire volonté de combat de ces militants qui dans l'ensemble, permit de maintenir l'unité du mouvement dans les métallos.

On ne peut naturellement pas expliquer les causes de l'échec en se limitant à la corporation, car là comme ailleurs, il ne s'agissait pas de la grève de la métallurgie, mais bien dans chaque usine du développement de la grève générale.

Pourtant, voyons comment dans cette corporation décisive les éléments qui sont l'avant-garde de toute la classe ouvrière, ont été coupés de la masse des travailleurs alors qu'ils auraient dû entraîner tout le pays dans la lutte.

Chez CITROEN

L'exemple de Citroën est le plus démonstratif et aussi le plus douloureux. Il faut connaître la vérité pour en tirer les leçons et être plus fort dans l'avenir. A Citroën-Javel, seuls les 50 membres du Comité de grève étaient encore en grève au moment de la reprise. On sait toutes les luttes violentes qui avaient eu lieu entre grévistes et forces de police les jours précédents. Pourtant les mobiles et la police étaient disponibles et avaient visités aussi d'autres usines, sans ébranler l'ardeur des grévistes. Ce qui pesait sur Citroën était l'échec de la grève de juillet. Il faut se rappeler qu'en mai, les grévistes de chez Renault avaient demandé chez Citroën un débrayage de solidarité. Les dirigeants syndicaux les avaient alors éconduits brutalement. Cependant sous la pression de la base ils avaient 15 jours après la fin de la grève Renault, entrepris une grève perdue qui dura 3 semaines, sans résultat, et se prolongea par une grève totale de 15 jours, qui, isolée, située à la veille des vacances, aboutit à un échec.

Il fallait pour effacer cet handicap et permettre au personnel de chez Citroën d'entrer à nouveau dans la grève, lui donner toutes les garanties sur la valeur du programme mis en avant, sur l'organisation démocratique du mouvement et sa liaison avec les autres usines. Les dirigeants syndicaux agèrent de façon inverse. Incapable de répondre aux compréhensibles hésitations des ouvriers, c'est à l'arrachée qu'ils obtinrent la grève en hauchant les assemblées générales et sans permettre l'élection régulière des comités de grève. On comprendra que les plus grosses difficultés ne pouvaient manquer de surgir par la suite.

...Et ailleurs

Cet exemple est le plus pénible que nous ayons connu mais il s'inscrit dans toute l'orientation de la direction syndicale.

Les revendications (celle des 25 % en particulier) étaient proprement incapables de mobiliser l'ensemble des ouvriers. Dans bien des usines il y eut au démarrage à lever cette difficulté. Nos camarades de la tendance « Front Ouvrier » firent dans ce sens tous leurs efforts en mettant au premier plan le minimum vital et sa garantie par l'échelle mobile.

D'autre part la force de milliers de travailleurs en grève nécessitait des formes d'organisation qui n'existent pas en temps normal. Bien axée sur des revendications

que le gouvernement se refusait à accorder, il fallait dès le début rendre la grève offensive en sortant des cadres de l'usine, en rassemblant sur la localité, la région la plus large représentation des grévistes qui aurait mis en place des comités de grèves locaux ou régionaux qui seraient apparus comme les organismes puissants de la grève générale.

Les militants de la métallurgie pouvaient jouer un rôle moteur décisif pour la réalisation de ces organismes, c'était d'eux en grande partie que dépendait la réalisation de la grève générale.

L'orientation des dirigeants de la Fédération des Métaux (presque entièrement de la tendance Frachon) fut différente. Au lieu d'utiliser la combativité des militants des usines pour faire monter inévitablement la grève générale, ils donnèrent avec le maximum de publicité, leur accord pour que le travail reprenne dans les usines qui avaient accordé « satisfaction » ?

Au lieu de donner aux militants syndicalistes le rôle dirigeant dans les organismes de masses que seraient devenus les comités de grève locaux ou régionaux, les responsables syndicaux s'efforcèrent à partir de la localité, de faire tout passer par section syndicale locale, ce qui ne permit pas aux grévistes de sentir toute leur puissance et ne permit pas non plus de faire face à toutes les tâches malgré le dévouement des militants écrasés de besogne.

Organiser la grève générale

De même à Pechelon supérieur, le comité de grève de la métallurgie, ne représentait en rien la puissante force qui se dégageait des différentes assemblées de la rue Timbaut. Pour la première fois peut-être dans l'histoire, étaient rassemblés là les meilleurs cadres ouvriers représentant 300.000 travailleurs en grève. Il aurait fallu que ces assemblées ne soient pas seulement « d'information » mais aussi de discussion pour l'orientation du mouvement. Ainsi aurait pu se souder invincible la volonté de combat des 300.000 métallos parisiens en grève qui voulaient en finir avec leur misère.

C'est en exposant hardiment les problèmes de cette façon qu'on aurait évité cette brisure qui a été ressentie dans chaque usine entre la masse des travailleurs surpris de la volte-face des chefs syndicaux, peu confiants dans des mots d'ordre limités, ne voyant pas se réaliser la grève générale et une avant-garde qui était disposée à aller jusqu'au bout, jusqu'au renversement du régime pourri.

MINGUET

La grève des cheminots

S'il est effectif qu'Ouradou, de la tendance « Force ouvrière » s'est conduit en juillet, comme un jaune dans la grève générale des cheminots, la direction fédérale majoritaire n'en porte pas moins les plus lourdes responsabilités de l'échec.

En démarrant la grève bureaucratiquement, ils ont failli faire tout échouer au Syndicat Paris-Ouest-Rive-Gauche, Chavagnac, secrétaire de l'Union Ouest, se présentait comme ouvrier du dépôt, alors que statutairement, comme il est conducteur-électricien, il ne pouvait parler que comme secrétaire; demande aux ouvriers à plusieurs reprises, acceptant même le vote à bulletin secret, débrayer immédiatement. Alors que le samedi matin, étant un très mauvais jour, les services du dépôt et des ateliers de Chatillon faisant semaine anglaise, le bureau du Syndicat avait prévu le démarrage de la grève pour le lundi.

Trois jours après, le bureau du Comité de grève se trouvait en difficulté parce que la Fédération n'ayant pas donné l'ordre de grève générale, les autres dépôts de la région n'étaient pas en grève montaient en délégation à la Fédération. Celle-ci fut reçue par Crapier, Marc Dupuy, Hernio, Jeannot et Hard, elle lui demanda de lancer l'ordre de grève générale. Fuyant devant ses responsabilités, Dupuy donne d'excellents conseils, ce qui importait peu à la délégation et déclara que la grève devait partir de la base. C'était bien là se moquer du monde quand on sait que Hard, Hernio et même Tollé, du bureau confédéral, en sous main étaient venus le samedi au dépôt de Montrouge pour faire débrayer.

Le lendemain, prenant ses responsabilités, le bureau de la Rive-Gauche, à l'unanimité, prit la décision si la Fédération ne donnait pas l'ordre de grève, d'en appeler directement à la solidarité de tous les cheminots et de prendre contact avec tous les Comités de grève cheminots, afin de constituer leur Comité central de grève. La délégation arriva à la Fédération où celle-ci, sous la pression de toutes les délégations, appela les Syndicats à débrayer sans d'ailleurs en donner l'ordre.

Si le mouvement des cheminots s'est effloché, c'est avant tout parce que les objectifs de 25 % étaient incapables de susciter l'enthousiasme et c'est aussi parce que, fuyant ses responsabilités, la direction de la C.G.T. ne donnant pas l'ordre de grève générale, les cheminots désorientés ne comprenaient pas pourquoi il fallait tenir et vaincre pour... 1.500 fr. Les journées de grève n'étant pas payées, les cheminots ne pouvaient pas être chauds.

Seul un programme résolu, une direction ferme, voulant à tout prix arracher le minimum vital garanti par l'échelle mobile pourrait entraîner tous les travailleurs. Une direction, irrésolue, ne voulant par aller jusqu'au bout, jusqu'à chasser le gouvernement à l'échec. Il faut constituer cette nouvelle direction syndicale révolutionnaire.

Pierre GALLETI

Une ORIENTATION SAINNE celle du «Front Ouvrier» postal dans la grève des postiers parisiens

Les militants du Front Ouvrier Postal sont toujours avec les travailleurs en lutte.

Les militants du « F.O. » étaient en grève en août 1946 avec les minoritaires contre les majoritaires, en juillet 1947, contre les majoritaires et les minoritaires réunis, et sont entrés dans cette grève de novembre-décembre avec les majoritaires contre les minoritaires traités. Ce qui distingue les militants du « F.O. », c'est simplement la hardiesse d'un programme aux bases révolutionnaire, et le fait qu'existe toujours l'accord entre leurs actes et leurs paroles. Nous mettons en avant depuis plusieurs semaines le minimum vital de 16.000 fr. garanti par l'échelle mobile des salaires, pensions et retraites, cette révision automatique devant être contrôlée par nos organisations syndicales, et le minimum ainsi fixé servant de base (c'est-à-dire correspondant à l'indice 100) du reclassement établi primitivement par l'U.G.F.F. avant qu'elle ne capitule devant le projet « Teitgen ». Les majoritaires, par contre, portaient en guerre pour obtenir un acompte de 20 % qui devait être versé en attendant la fixation du minimum vital à 10.800 fr. garanti par une révision trimestrielle en fonction du coût de la vie, un reclassement

qui n'était pas celui de l'U.G.F.F. mais un compromis avec le gouvernement, enfin l'application du statut de la fonction publique. Notons la confusion au sujet de cette révision trimestrielle laissée aux soins du gouvernement. Nous savions d'autre part que pendant une première période de lutte nous ne pourrions nous différencier des majoritaires parce qu'inévitablement les comités locaux et régional seraient bureaucratés.

Mais nous sommes allés de l'avant. Les Grimaldi, Léonard, Brugé, Bardin, eux ont restés sur la route. Dès juin-juillet 1947, avant de condamner notre mouvement du 15 juillet, ils manifestaient par des votes d'unanimité aux congrès fédéraux, la volonté de ne pas conduire les postiers à la victoire de leurs revendications essentielles. Grimaldi parlait de se battre avec fureur pour les parités externes, mais laissait de côté le minimum vital. Bardin, à la veille de cette grève, en était encore à la conception d'un groupement large comprenant des individus qui, de plus en plus ouvertement, se faisaient les valets de la politique des Ramadier, D. Mayer, Schuman. Ces problèmes d'unité et de programme se règlent à (Suite page 4)

La grève dans l'enseignement parisien

Les instituteurs de la Seine sont entrés en grève pour obtenir le reclassement de la fonction enseignante dans le cadre de la revalorisation de la fonction publique (plan U.G.F.F.).

On a accusé à tort ce mouvement d'être corporatif: les revendications ont été posées sous l'angle des crédits à débloquer, ce qui impliquait la fixation du minimum vital et liait ce mouvement à l'ensemble des revendications ouvrières.

Ceux qui, comme Delanoue et Lavergne, pensaient ou pensent encore résoudre le problème sur le plan des discussions parlementaires et niaient le dynamisme de la base ont pu voir sa combativité: il a suffi de l'appel timide de Breuillard, le 6 novembre (qu'il a essayé de corriger ensuite par un premier referendum) pour mettre « le feu aux poudres ».

Les enseignants ont ainsi donné raison aux syndicalistes révolutionnaires qui, depuis des années, insistaient sur la nécessité de l'action. Ce mouvement, parti de la base, contrôlé constamment par elle, a pu grouper la quasi-unanimité des instituteurs. Les non syndiqués et les syndiqués chrétiens ne furent pas les moins combattifs.

Après 15 jours de grève, si les instituteurs ont dû céder bien qu'insatisfaits, ce n'est pas par manque de combativité: toute la responsabilité en incombe aux dirigeants syndicaux.

La reprise du travail a en effet causé une certaine surprise dans toutes les corporations, en particulier chez les fonctionnaires au moment où ceux-ci entraient en mouvement. Cette décision prise à la hâte a créé une grande confusion chez les instituteurs eux-mêmes. Déçus par les propositions du gouvernement, encore très combattifs (un tiers pour la continuation de la grève), ils auraient poursuivi l'action si l'U.G.F.F. et la F.E.N. n'avaient « torpillé » définitivement le mouvement par le mot d'ordre de grève limitée à 48 heures. C'est l'absence de perspectives et le sentiment d'avoir été trahis par une ultime manœuvre des dirigeants réformistes qui a poussé la majorité d'entre eux à rentrer.

Tout le mouvement des instituteurs est né, s'est développé contre la volonté et les pressions des dirigeants franchement réformistes comme Lavergne et Aigueperse ou plus gauches dans la phrase comme Breuillard, secrétaire de la section de la Seine.

Au Conseil synodal du 17 novembre, la décision de grève est enlevée péniblement contre le front réformiste au grand complet, bien décidé à refroidir la combativité de la base.

Au Conseil national, les mêmes empêchent tout élargissement à la province: Breuillard porte une responsabilité particulièrement lourde en portant les 92 mandats de la Seine dans les abstentions lors du vote pour la grève sur le plan national. Ils tentent ensuite, forts de la décision du C.N., de saborder le mouvement au Comité départemental du lendemain. Les instituteurs, en votant à 66 % pour la grève, leur ont répondu comme il convenait. Ils ont pu apprécier la valeur de tels dirigeants: ils devront en tirer les conséquences.

Méfiant à juste titre des dangers d'utilisation partisane et de bureaucratisme du mouvement, ce n'est pas vers le courant franchiste Grador-Rouffon que les instituteurs, dans leur immense majorité, se tournent. Ces dirigeants ne présentent aucune garantie pour l'avenir à cause de tout leur passé d'opposition à la grève. Incapables d'entraîner leurs propres Syndicats à l'action, ils ont heurté la masse des instituteurs par leur essai de donner un caractère partisan au mouvement (assemblée à la Mutualité, le jeudi).

Les instituteurs de la Seine trouvent-ils dans le courant de l'Ecole émancipée une nouvelle direction à leurs luttes? Au cours de la grève ses porte-parole ont incontestablement trouvé une audience plus large. Ils n'ont peut-être pas toujours expliqué suffisamment leurs positions à cause de leur petit nombre et de l'organisation même des discussions; ils sont apparus dans toutes les décisions importantes comme le courant essayant de maintenir la grève aussi loin de l'utilisation partisane que de la capitulation.

Brisant avec le réformisme, ce sont les premiers qui œuvrèrent avec le plus d'énergie à la poursuite de la grève malgré les décisions du C.N. Conscients que le succès de la grève n'était possible qu'en fonction de son élargissement, ils travaillèrent pour informer la province. Dans le Rhône, la tendance de l'Ecole émancipée dut lutter à la première assemblée générale contre les amis de Grador pour ap-

puyer la Seine. Les sections dirigées par l'E.E. étaient prêtes à cet élargissement si Breuillard au C.N. n'avait donné l'impression que la Seine allait rentrer. Le Doubs, l'Ardèche, l'Hérault portèrent tous leurs mandats pour le soutien de la grève et s'organisaient pour l'action.

Ayant le souci de ne pas laisser étouffer le mouvement par un Comité central bureaucratique de l'Enseignement, ils demandèrent des garanties s'inquiétant de l'issue d'une grève dans laquelle on semblait s'installer.

Pennetier eut l'initiative de la lettre à Schuman où des questions précises furent posées sur les parités, les indices et les milliards que comptait nous accorder le gouvernement.

Cependant, on peut reprocher aux majoritaires de l'E.E., membres du bureau de grève, de ne pas s'être clairement expliqués au moment où le problème de la reprise du travail a été posé. Ils devaient dénoncer la fausse unanimité du bureau. Si les instituteurs étaient acculés à la reprise du travail sur un échec ou presque, l'E.E. devait dénoncer ses responsabilités: tout d'abord celles d'Aigueperse et de Lavergne, mais aussi de ceux qui, au même moment, portaient la responsabilité de l'effritement général du mouvement, c'est-à-dire de la majorité du bureau confédéral.

Tout au long de la grève, l'E.E. avait répété que le mouvement ne serait victorieux que s'il était appuyé par un mouvement d'ensemble. La grève symbolique des fonctionnaires empêchait une large entrée de la base dans un mouvement qu'elle jugerait inefficace.

Cette grève partait au moment où les autres corporations, lancées par vagues par un bureau confédéral soucieux de garder le mouvement en main, sentaient l'échec et se préparaient à rentrer, les effectifs fondant chaque jour davantage.

Ces conditions condamnaient tout élargissement: comment les instituteurs pouvaient-ils débordant les mots d'ordre de l'U.G.F.F., entraîner les autres fonctionnaires à la grève illimitée au moment où tout le mouvement ouvrier battait en retraite? Quelques jours plus tard, Frachon tirait des conclusions analogues sur la grève générale en donnant l'ordre de reprise générale du travail. Mais il portait avec ses amis la responsabilité d'une telle situation.

C'est ce que les camarades de l'E.E. devaient dire clairement quand ils comprirent que la meilleure solution était de rentrer tous en ordre. Sans explications, ils permirent à Grador et à ses amis de les assimiler à Breuillard qui était pour la reprise dès le début de la grève et dont le souci principal était de rentrer à n'importe quel prix. Cela permit à Grador d'entraîner une petite minorité d'instituteurs combattifs dans un mouvement sans issue et d'apparaître comme le plus énergique, en réalité il était le plus irresponsable.

Toutes ces leçons devront être tirées devant les instituteurs: il est certain que le dynamisme de ce mouvement prouve que, s'il avait eu l'appui des directions syndicales, il aurait pu continuer. Si sur le plan corporatif on peut conclure à un échec, les instituteurs ne rentrent pas battus. Ils savent qu'ils peuvent utiliser l'arme de la grève. Ils doivent prendre conscience de la nécessité de se choisir une autre direction pour leurs futures luttes. Demain les instituteurs auront à défendre ce qu'ils ont acquis, avec d'autres travailleurs ils devront garantir leur pouvoir d'achat. Il faudra de nouveau employer la grève, celle-ci apporte rien par elle-même. Elle ne donne des résultats que lorsqu'elle est bien conduite. Seuls présentent des garanties sérieuses ceux qui, d'une façon continue, ont mis en avant un programme juste et une orientation d'action, qui sont apparus les plus réalistes dans la conduite de la grève. On a souvent reproché à l'E.E. de se cantonner dans la critique de minoritaires, d'être des « gréviculteurs », etc. Cette grève permit de rectifier bien des erreurs et de faire « ravalier » les calomnies du passé. Au cours de la grève, les camarades de l'E.E. ont prouvé qu'ils savaient prendre leurs responsabilités. Si on peut leur reprocher des faiblesses, on ne peut attaquer leur orientation qui, du début à la fin du mouvement, a été la plus juste.

Tous les camarades, soucieux de l'avenir des luttes de l'Enseignement, doivent comprendre la nécessité de renforcer ce courant. C'est la seule garantie du succès des prochaines batailles et de l'unité syndicale.

LAPOUMEROLLE

Pour les Etats Socialistes d'Europe et du Monde ON NE MANGE PAS L'ACIER

« On ne mange pas l'acier », c'est une vérité de La Palice, mais c'est aussi le titre d'un article d'une revue financière américaine, qui explique qu'en effet l'Europe est bien malheureuse, souffre des privations et que les Etats-Unis se doivent de lui venir en aide. Cependant l'article précise que ce qu'il faut donner aux Européens c'est de quoi manger et que des produits industriels ne leur seraient d'aucun secours puisque comme chacun le sait : on ne mange pas l'acier.

L'esprit de l'article entre aujourd'hui dans la pratique. On sait en effet que l'aide temporaire accordée à l'Europe ne comprendra que les produits sélectionnés par une commission américaine. Pour l'instant il s'agit essentiellement de blé, d'essence, de charbon, de matières grasses et de coton.

La lutte de l'impérialisme américain pour la domination mondiale

Ainsi s'exprime dans les faits la loi capitaliste de la concurrence : l'impérialisme américain veut trouver les débouchés nécessaires à sa production et en même temps empêcher sur le reste du globe qu'un concurrent subsiste. Pour cela il s'oppose à la reconstitution du potentiel industriel en Europe pour appliquer son plan de conquête du marché mondial, par les pressions diplomatiques, la contrainte économique et par la guerre si c'est nécessaire.

Une telle politique, qui a pour conséquences : la disparition de l'industrie non-américaine, le chômage, qui suppose l'écrasement des forces ouvrières révolutionnaires et finalement conduit tout droit à la guerre, c'est la politique du capitalisme, c'est la grande catastrophe pour l'humanité toute entière.

Contre cet immense danger qui est le dilemme historique de notre époque, une seule force est capable de se dresser en apportant les véritables solutions à la crise mondiale, c'est la force de la classe ouvrière internationale qui détruisant le régime capitaliste et ses contradictions criminelles, imposera l'organisation socialiste de la production.

La crise de l'impérialisme français

Voyons en France comment se pose le problème. La bourgeoisie française qui avait jusqu'à la guerre de 14 joué, dans le monde un rôle prépondérant, cherche désespérément au lendemain de la 2^e guerre mondiale, malgré un recul énorme, à sauver ce qui lui reste d'influence.

Elle s'efforce pour cela de maintenir ce qui reste de son Empire colonial par une guerre ruineuse en Indochine et la répression sanglante à Madagascar et en Afrique du Nord.

Elle tente de reconstruire et moderniser son appareil de production. Elle cherche même dans une certaine mesure de retrouver des débouchés et un marché extérieur. Mais en face de sa volonté se

dressent les contradictions internes du régime capitaliste. Tous les plans économiques sont jusqu'ici restés lettre morte, car le moteur de la production reste le profit, et au lieu de reconstruction, c'est la pagaie, le déficit grandissant, l'inflation galopante. Pour trouver l'argent, pour acheter des machines, les capitalistes doivent abaisser continuellement le niveau de vie des travailleurs, dans ce domaine, ils se heurtent aux ouvriers en lutte contre la surexploitation.

Seule la lutte révolutionnaire peut surmonter la crise

Les peuples coloniaux qui combattent pour leur liberté sont un autre obstacle à sa volonté.

Ainsi la classe ouvrière française qui cherche à éviter de tomber sous la domination américaine ne peut le faire que d'une façon sporadique et inefficace.

La classe ouvrière en France comme ailleurs, a le moyen de s'opposer au danger que représenterait la conquête du monde par les U.S.A., mais d'une façon radicalement opposée à ceux de la bourgeoisie.

Les peuples coloniaux ont raison de lutter contre l'occupation française dans leur pays, pourtant ils affaiblissent la France face à l'Amérique.

Les ouvriers de France ont eu raison de faire 3 semaines de grève pour leurs conditions d'existence bien que la perte de production représente une année de crédit du plan Marchal et augmente le besoin d'emprunt.

Ils ont raison car leur lutte n'est pas une défense du capitalisme français contre le concurrent américain, mais une lutte pour abattre le régime capitaliste lui-même et ceci ne se conçoit pas dans le cadre national mais au contraire nécessite l'organisation de l'interdépendance économique de tous les pays que seuls les ouvriers maîtres de l'Etat pourront réaliser rationnellement par la constitution des Etats-Unis Socialistes d'Europe et du monde.

L'internationalisme nécessité révolutionnaire

L'internationalisme de la classe ouvrière n'est pas seulement sentimental ou même tactique parce que les travailleurs n'ont pas fait exprès de naître à Rome, Paris, Londres, Berlin ou New-York et qu'ils y sont partout des exploités, mais il est aussi l'expression du fait que les progrès des moyens de production sont tels qu'en même temps qu'ils nécessitent la destruction du régime capitaliste basé sur le profit, ils brisent aussi de plus en plus les cadres nationaux rendant indispensable des échanges mondiaux. Et il se trouve que la tâche historique de vaincre la classe bourgeoise pour briser le régime capitaliste et organiser harmonieusement les forces productives incombe à la classe ouvrière.

On ne peut que paralyser son action en l'enfermant dans la théorie de la lutte pour l'indépendance nationale qui est une utopie réactionnaire.

"Front Ouvrier" doit paraître ! Il paraîtra

Notre journal n'est pas paru depuis plusieurs mois. C'est ce qui a permis à des gens bien intentionnés toujours prêts à jouer les fossoyeurs, de dire que la tendance syndicaliste révolutionnaire au sein de la C.G.T. n'existait pas.

En réalité, notre tendance est bien vivante. Dans les fédérations dans les usines, elle se manifeste et ses militants jouent un rôle important. Avant la grève, des tracts ou des journaux de Fédérations qui définissaient l'orientation de « Front Ouvrier » ont été sortis :

Chez Renault,
Chez les postiers,
Chez les cheminots,
Au Métro,
Chez Citroën,
Chez Chausson, etc.

Durant les grèves, les camarades de « Front Ouvrier » ont presque tous été élus aux comités de grève de leurs entreprises, nombreux sont ceux qui ont eu un rôle dirigeant.

Ce qui n'existait pas en réalité c'était l'argent nécessaire pour sortir notre journal pourtant bien petit. Il nous a manqué avant et

pendant la grève pour fier les luttes que menaient nos camarades dans les diverses corporations.

Aujourd'hui il importe de tirer les leçons du grandiose mouvement gréviste et faire face au coup très rude de la scission, pour préparer des luttes qui seront victorieuses. Conscients de la gravité de la situation, les camarades de la Région Parisienne ont fait un effort exceptionnel pour sortir ce numéro.

Il faudra que notre journal continue à paraître et pour cela en rassemblant les modestes possibilités de chacun, obtenir un financement régulier.

Nous pensons que les camarades de province feront le même effort que Paris et surtout nous pensons que chaque salarié conscient fera autour de lui tous les efforts pour faire connaître « Front Ouvrier » pour le vendre d'avantage, pour faire de nombreux abonnés et pour organiser des souscriptions de soutien.

Il y va de la vie de notre journal.

C'est l'issue des prochains grands combats qui est en jeu.

Un seul Syndicat

(Suite de la première page)

Résolution

Le Conseil d'Administration de la Chambre Syndicale des Employés de la Région Parisienne réuni le 22 décembre 1947, marque sa volonté irréductible de sauvegarder l'unité syndicale, arme essentielle des travailleurs.

Constatant la nécessité de trouver les moyens pratiques de rassembler les travailleurs dans une seule organisation pour la reconstruction immédiate de la C.G.T. dans toute sa puissance.

Décide la création d'un Comité d'organisation d'un Congrès des Employés de la Chambre Syndicale paritairement composé de deux camarades de chacune des trois tendances : « Vie Ouvrière », « Force Ouvrière » et « Front Ouvrier » et chargé de l'organisation matérielle démocratique du Congrès.

La préparation du Congrès sera assurée par la diffusion d'un « Employé Parisien » où chaque tendance disposera de la même surface d'expression.

Dans chaque sous-section, qu'elle soit restée à la C.G.T. ou qu'elle ait rejoint « Force Ouvrière », les camarades de toutes tendances membres de la C.G.T. seront appelés, sous le contrôle du comité d'organisation, à se prononcer sur l'Unité, les conditions démocratiques de cette unité et l'orientation permettant de rassembler dans l'action les syndiqués de toutes les tendances.

Appelle tous les syndicats d'Employés et d'autres professions à manifester la volonté d'unité de leurs militants responsables et à réaliser, par ces mêmes méthodes démocratiques, à tous les échelons : syndicaux, fédéraux et confédéraux, la rénovation et le renforcement de l'Unité syndicale.

Ne pas accepter la scission

Devant le refus des majoritaires et leurs affirmations que rien « n'était changé », que la C.G.T. continuait, affirmations voilant les yeux des travailleurs sur la réalité, ces deux camarades ont fait la déclaration suivante :

Les camarades soussignés, membres du Conseil d'Administration de la Chambre Syndicale des Employés de la Région Parisienne,

Prenant acte du refus de la majorité du Conseil d'Administration de la Chambre Syndicale de convoquer un congrès extraordinaire démocratique, appelé à se prononcer sur l'unité syndicale et l'orientation de la Chambre Syndicale,

Prenant acte également de la volonté ainsi clairement affirmée pour cette majorité d'accepter l'état de fait de cette scission,

Condamnant comme un crime contre la classe ouvrière tout entière la scission décidée bureaucratiquement dans une assemblée non représentative de « Force Ouvrière », avec l'accord tacite de la majorité confédérale,

Enregistrent l'état de scission sur le plan matériel ; mais, faisant état de l'affirmation publique faite par « Force Ouvrière » que la nouvelle Centrale Syndicale conservera l'orientation fondamentale et les buts de la C.G.T.,

Refusent de reconnaître comme un fait accompli et irréparable la rupture de l'unité syndicale.

Appellent instamment tous les militants syndicalistes sincères à maintenir chaque fois qu'il sera possible, l'unité des sections syndicales dans le cadre des entreprises ; sinon, de faire obstacle à l'esprit de scission par tous les moyens, dont :

La création des comités de coordination inter-syndicaux,

Le maintien de contacts permettant de lutter efficacement contre l'esprit de sectarisme haineux qui risque de s'instaurer entre adhérents des deux Centrales Syndicales, et la préservation envers et contre tous de l'Unité d'action syndicale en attendant les conditions favorables à la conclusion d'une nouvelle Charte d'Unité.

L'Administrateur :
Madeleine KANN

CARRÉ-PIERSON, imprimeurs
35, bld de Strasbourg, Paris-10^e

Valeur d'un programme

Il est incontestable que le sentiment de tous les salariés qui ont fait la grève c'est d'avoir manqué leur but, qui était d'obtenir, non pas une augmentation quelconque, mais la garantie que leur salaire une fois établi au niveau du coût de la vie, leur pouvoir d'achat serait maintenu grâce au rajustement automatique.

Si les grévistes ont tous compris à la fin de leur mouvement que c'était cela l'essentiel, le gouvernement lui, l'avait compris depuis bien longtemps. Il avait compris que le maintien du pouvoir d'achat des travailleurs par l'application de l'échelle mobile était une attaque directe aux profits grandissants des patrons par la hausse des prix ; il aurait compris aussi que si une telle mesure était arrachée, jamais les travailleurs n'accepteraient de lui faire confiance pour l'appliquer et, qu'inmanquablement, ils poseraient la question de son remplacement par un gouvernement des travailleurs eux-mêmes.

Ainsi, réclamer simplement de quoi vivre est devenu quelque chose d'intolérable pour le patronat, c'est mettre en cause tout son système d'exploitation et c'est ce qui permet de comprendre l'apreté avec laquelle patrons et gouvernement ont lutté contre ce mouvement gréviste. C'est ce qui permet aussi de comprendre pourquoi, pour vaincre, la grève générale était nécessaire.

Le malheur c'est que du côté ouvrier ces problèmes ne sont devenus clairs qu'au moment où le mouvement était devenu déjà en déclin. Nous pensons que précisément le rôle des chefs de la classe ouvrière était de fixer clairement les revendications des salariés. Par exemple de dire sans aucune réticence que les travailleurs devaient dans tous les cas lutter pour que soit maintenu intégralement leur pouvoir d'achat.

Connaissant bien la situation, nos dirigeants devaient expliquer aussi ce que représentait une telle revendication. Montrer précisément que malgré sa légitimité, il s'agit en effet de réclamer de pouvoir manger aujourd'hui autant qu'hier, les classes possédantes, dans leur volonté de maintenir et d'accroître leurs profits, livraient un combat sans merci pour s'y opposer.

Les exemples vivants n'ont pas manqué pour montrer combien était illusoire tous les « accomplissements provisionnels ». toutes les augmentations d'un pourcentage limité. C'était seulement, ayant fait comprendre à toutes les catégories de salariés quel était le but à atteindre, qu'il était possible de montrer que pour cela il fallait préparer une lutte commune. Mais les dirigeants syndicaux sont loin d'avoir posé ainsi les problèmes.

Pour Jouhaux et « Force Ouvrière », la question ne se posait pas puisque dès le début il a proclamé que les propositions du gouvernement étaient acceptables. Par ailleurs on peut dire qu'il n'a pas « la responsabilité d'avoir mal dirigé le combat » puisque tous ses efforts ont porté au contraire pour empêcher et briser le mouvement.

Les dirigeants de la grève ont été en réalité ceux de la majorité confédérale. C'est eux qui en fixant des objectifs clairs pouvaient mener le mouvement à la victoire.

Or en fait d'objectifs alors que 4 millions de travailleurs avaient arrêté le travail, ils mettaient encore au premier plan les 25 %, au 10^e jour de grève, la Vie Ouvrière en première page, portait en titre énorme : « Nos 25 % ».

O nous dira : « mais le redressement a été opéré puisqu'à la fin l'accent était mis sur la garantie du pouvoir d'achat ». Ce n'est pas un argument mais au contraire une constatation accablante. C'était non seulement au déclinement du combat mais aussi bien avant, qu'il fallait en déterminer l'objectif. Or précisément, les 25 % n'ont pas été une erreur tactique mais la conséquence logique de tout un passé d'une orientation radicalement fautive de la direction syndicale.

Depuis des mois et des années, au lieu de préciser le caractère anti-capitaliste de la lutte pour le pouvoir d'achat, sa propagande n'a fait que semer des illusions sur les possibilités pour les travailleurs d'améliorer leurs conditions d'existence dans le cadre du régime capitaliste. Ce fut il faut le rappeler les slogans tels que : « produire produire ; la production fera baisser les prix » ; « la production accrue, c'est le bien-être pour tous » ; « augmentez votre paye par le rendement et le boni à outrance » ; « les heures supplémentaires servent la production et améliore la paye ».

Et logique avec cette orientation André Lunet pouvait écrire dans

la Vie Ouvrière pour le 1^{er} mai 1946 :

« En effet, actuellement une augmentation nominale des salaires, sans une augmentation proportionnelle du volume des marchandises mises sur le marché, aboutirait inexorablement à l'augmentation des prix, au développement du marché noir, à l'inflation ruineuse pour le pays et pour les salariés. »

Tous ces arguments faux, que l'on retrouve aujourd'hui moté pour mots sous la plume des journaliers de la bourgeoisie agitant son cycle infernal, ont paralysés les travailleurs et finalement ont empêché la mobilisation pour la grève générale.

Ce que veulent tous les travailleurs est bien simple :

1^o Le salaire minimum vital qui servira de base pour toute la hiérarchie (ramenée aux coefficients de 1936), doit être fixé en fonction de l'augmentation des prix. (Avec les indices officiels — certainement truqués — ça donnait, au 1^{er} novembre 1947, 16.000 fr.)

2^o Ce salaire une fois déterminé, sera garanti contre toute nouvelle hausse par l'échelle mobile c'est-à-dire un réajustement proportionnel automatique, sur la base des indices déterminés par les organisations ouvrières (les pensions et retraites subiront exactement le même réajustement).

3^o Pour appliquer ces mesures, les travailleurs, par le contrôle ouvrier permanent sur les livres de comptes des patrons, de la production à la consommation, auront connaissance des prix et s'opposeront à toutes spéculations et au mensonge du cycle infernal.

Ces revendications étaient capables de mobiliser tous les travailleurs du pays dans un combat commun. Malgré les nouvelles grandes difficultés qui ont surgi, elles seront capables encore, de resouder le front de la classe ouvrière contre les patrons, leur gouvernement et leur régime capitaliste.

J. LEFÈVRE

Une orientation saine

(Suite de la troisième page)

l'heure de l'action. D'un côté de la barricade, ceux qui trahissent, ceux qui, comme champions de l'Unité syndicale, quittent les rangs de la Fédération Postale. De l'autre, ceux qui luttent pour la réalisation d'un programme hardi et clair.

Il est certain que notre tâche ne fut pas aisée dans les organismes de lutte bureaucratiques par les majoritaires

C'est ainsi que nous fûmes amenés à proposer les premiers, des méthodes organisationnelles propres à élargir le mouvement, telles que la commission régionale de propagande, la formation sur le plan local de comités intercorporatifs et l'appel à la grève générale. Les majoritaires nous suivirent sur la première proposition.

Mais Eugène Hénaff refusait de prendre la responsabilité de lancer le mot d'ordre de généralisation des luttes alors qu'il optait pour la formation de comités locaux « inter », dépassée dans cette phase de début de descente du mouvement que seule l'entrée en lice de troupes fraîches pouvaient faire rebondir.

Lorsque le mirage de la grève Métro-U.G.F.F. fut passé, lorsque nombre de nos camarades rentraient au travail parce que fatigués d'un combat vide d'objectifs (Frachon discutant avec Schuman sur la base des 1.500 fr. d'acompte), les divergences s'accrochèrent entre les majoritaires et le « F.O. Postal ».

Pendant 4 jours deux directions se heurtèrent tant au Comité Régional de grève que dans les Comités locaux où nous étions. Les militants du « F.O. Postal » s'acharnèrent malgré les injures telles qu'« agents du gouvernement » (Fieury, sic...), à prouver devant les camarades en lutte que, même si notre mouvement était battu, il fallait dès à présent préserver nos forces pour les combats futurs en rentrant tous en bloc. Nous dégageons notre responsabilité d'une débandade dont la direction avait la responsabilité.

Pourtant il est vrai que malgré notre ligne conséquente, malgré notre dynamisme, nous n'avons pas pu conclure ce mouvement par une victoire. Notre influence était certaine dans les organismes de lutte, mais l'impréparation de la grève, la trahison des uns et l'incapacité des autres pesaient trop lourd. Pour nous, la valeur de cette grève est celle d'une importante étape où le « F.O. Postal », libéré de l'emprise réformiste, se renforcera de cette avant-garde qui a si magnifiquement combattu.

Georges MOUGARD